

droit international privé

Jean Derruppé

professeur à la Faculté de droit de Bordeaux

septième édition 1984



11, rue Soufflot, 75240 Paris Cedex 05

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION GÉNÉRALE

Chapitre I. — L'objet du droit international privé	1
§ 1. — Les diverses conceptions	1
§ 2. — Le choix pour une conception large	2
Chapitre II. — Les sources du droit international privé	3
Section I. — Diverses sources du droit international privé ...	3
§ 1. — Sources internes	3
§ 2. — Sources internationales	4
§ 3. — La doctrine	6
Section II. — Rapports entre les diverses sources du droit international privé	6
§ 1. — Rapports des sources internes et internationales	6
§ 2. — Rapports du traité et de la loi en France	8
§ 3. — Interprétation des traités par le juge français	8

PREMIÈRE PARTIE

LA NATIONALITÉ

Introduction. — Notions générales	10
Section I. — Données générales du droit de la nationalité ...	10
§ 1. — Principes de détermination de la nationalité	11
§ 2. — Les traités concernant la nationalité	12
§ 3. — Les conflits de nationalités	13
Section II. — Sources du droit français de la nationalité	14
§ 1. — Histoire de la législation française	14
§ 2. — Code de la nationalité française	14
§ 3. — La loi du 9 janvier 1973	15

Chapitre I. — Attribution de la nationalité française dès la naissance	15
§ 1. — Attribution en raison de la filiation avec un parent français	16
§ 2. — Attribution en raison de la naissance en France	16
§ 3. — La faculté de répudiation	17
Chapitre II. — Acquisition de la nationalité française après la naissance	18
Section I. — Modes d'acquisition	18
§ 1. — Acquisition par naissance et résidence en France ...	18
§ 2. — Acquisition liée au statut personnel	20
§ 3. — Acquisition par décision de l'autorité publique. La naturalisation	21
Section II. — Effets de l'acquisition	23
§ 1. — Effets individuels	23
§ 2. — Effets collectifs	23
Chapitre III. — Perte de la nationalité française	24
Section I. — Perte par déclaration	24
§ 1. — Après acquisition volontaire d'une nationalité étrangère	24
§ 2. — Après mariage	25
Section II. — Perte par décret	25
§ 1. — Perte sur demande	25
§ 2. — Perte pour comportement	26
§ 3. — Perte pour déchéance	26
Section III. — Perte par désuétude	27
Section IV. — Réintégration	28
Chapitre IV. — Contentieux de la nationalité	28
Section I. — La preuve	29
§ 1. — Preuve de la nationalité française	29
§ 2. — Preuve de la nationalité étrangère	30
Section II. — Le procès	30
§ 1. — Compétence	30
§ 2. — Procédure	31
§ 3. — Effets de la décision	31

DEUXIÈME PARTIE
CONDITION DES ÉTRANGERS

Introduction. — Notions générales	32
Section I. — Données générales	32
§ 1. — La circulation internationale des individus	32
§ 2. — Le statut de l'étranger	33
Section II. — Données historiques	33
Section III. — Données françaises	34

TITRE I

PERSONNES PHYSIQUES

Chapitre I. — Le séjour des étrangers en France	35
Section I. — Admission des étrangers sur le territoire français	35
§ 1. — L'entrée	35
§ 2. — La résidence	36
§ 3. — L'activité	37
Section II. — Expulsion des étrangers hors du territoire français	37
§ 1. — Conditions de l'expulsion	37
§ 2. — Conséquences de l'expulsion	38
§ 3. — Tempéraments à l'expulsion	39
Chapitre II. — Droits des étrangers en France	39
Section I. — Les droits publics	39
§ 1. — Droits politiques et fonctions publiques	39
§ 2. — Libertés publiques et services publics	40
Section II. — Les droits privés	40
§ 1. — La solution de principe (C. civ., art. 11)	40
§ 2. — Les solutions concrètes	42

TITRE II

PERSONNES MORALES

Chapitre I. — Les sociétés	44
Section I. — Nationalité des sociétés	44
§ 1. — Les divers critères proposés	44
§ 2. — Les solutions retenues	45
Section II. — Condition des sociétés étrangères	47
§ 1. — La personnalité juridique des sociétés étrangères ...	47
§ 2. — Les droits des sociétés étrangères	47
Chapitre II. — Les autres personnes morales	48
§ 1. — Personnes morales publiques	48
§ 2. — Associations	48

TROISIÈME PARTIE

CONFLITS DE LOIS

TITRE I

THÉORIE GÉNÉRALE

Introduction	49
Section I. — Histoire des doctrines	50
§ 1. — La formation de la théorie des conflits	51
§ 2. — La tradition territorialiste	52
§ 3. — La voie personnaliste et universaliste	54
§ 4. — La doctrine contemporaine	56
Section II. — Domaine des conflits de lois	57
§ 1. — Les systèmes juridiques en conflit	57
§ 2. — Les lois en conflit	58
Chapitre I. — Elaboration des règles de conflit	59
§ 1. — Principes de solution	59
§ 2. — Recherche des solutions	60

Chapitre II. — Interprétation des règles de conflit	62
Section I. — Problème des qualifications	62
§ 1. — Exposé du problème	62
§ 2. — Les solutions proposées	63
§ 3. — La solution retenue	65
Section II. — Problème du renvoi	66
§ 1. — Admission du renvoi par la jurisprudence française .	66
§ 2. — Etude critique	67
§ 3. — Application du renvoi	70
Section III. — Problème du conflit mobile	71
§ 1. — Exposé	71
§ 2. — Solutions	71
Chapitre III. — Application des règles de conflit	72
Section I. — L'application de la loi compétente	72
§ 1. — Titre d'application de la loi étrangère	73
§ 2. — Modalités d'application de la loi étrangère	74
Section II. — L'éviction de la loi compétente	76
§ 1. — L'ordre public	76
§ 2. — La fraude à la loi	79

TITRE II

SOLUTIONS PARTICULIÈRES

Chapitre I. — Droit des personnes	80
Section I. — Rattachement du statut personnel	80
§ 1. — Compétence de la loi nationale	80
§ 2. — Détermination de la loi nationale	82
Section II. — Etat et capacité des personnes	83
§ 1. — Identification des personnes	83
§ 2. — Etendue des incapacités	84
§ 3. — Protection des incapables	85
Section III. — Mariage	87
§ 1. — Formation du mariage	87
§ 2. — Dissolution du mariage : divorce et séparation de corps	89
§ 3. — Effets du mariage	92

Section IV. — Filiation	94
§ 1. — Solutions de la jurisprudence	94
§ 2. — Apports de la loi du 3 janvier 1972	96
§ 3. — Filiation adoptive	98
Chapitre II. — Droit des biens	99
Section I. — Biens corporels	99
§ 1. — Détermination de la loi de la situation	99
§ 2. — Domaine de la loi de la situation	100
Section II. — Biens incorporels	101
§ 1. — Droits intellectuels	101
§ 2. — Fonds de commerce	102
Chapitre III. — Droit des obligations	103
Section I. — Obligations extra-contractuelles	103
§ 1. — Détermination de la loi compétente	103
§ 2. — Domaine de la loi compétente	104
§ 3. — Conventions de la Haye	104
Section II. — Obligations contractuelles	105
§ 1. — Règle d'autonomie	105
§ 2. — Détermination de la loi d'autonomie	107
§ 3. — Domaine de la loi d'autonomie	109
Section III. — Forme des actes	110
§ 1. — Caractère de la règle	110
§ 2. — Domaine de la règle	111
Chapitre IV. — Droit patrimonial de la famille	112
Section I. — Régimes matrimoniaux	112
§ 1. — Détermination de la loi compétente	112
§ 2. — Domaine de la loi compétente	113
Section II. — Successions	114
§ 1. — Détermination de la loi successorale	114
§ 2. — Domaine de la loi successorale	114
§ 3. — Dérogations à la loi successorale	115
Section III. — Libéralités	115
§ 1. — Donations	115
§ 2. — Testaments	116
§ 3. — Donations entre époux	117

QUATRIÈME PARTIE

CONFLITS DE JURIDICTIONS

Chapitre I. — Compétence internationale	118
Section I. — Compétence de droit commun	119
§ 1. — Limites de la compétence	119
§ 2. — Bases de la compétence	119
Section II. — Compétence fondée sur la nationalité française	120
§ 1. — Domaine des articles 14 et 15 du Code civil	120
§ 2. — Caractères et portée de la règle	121
§ 3. — Détermination du tribunal français compétent	122
Section III. — Compétence résultant de traités	122
§ 1. — Traités bilatéraux	122
§ 2. — Convention de Bruxelles du 27 septembre 1968	122
Chapitre II. — Effets des jugements étrangers	123
Section I. — Conditions d'efficacité des jugements étrangers	124
§ 1. — Principe : exequatur	124
§ 2. — Exceptions : effets indépendants de l'exequatur	124
Section II. — Contrôle de régularité des jugements étrangers	125
§ 1. — Objet du contrôle	125
§ 2. — Forme du contrôle	127
Section III. — Conventions internationales	128
§ 1. — Traités bilatéraux	128
§ 2. — Convention de Bruxelles du 27 septembre 1968	128
Index alphabétique	129
Table des matières	135